

### Approvisionnements d'énergie—Loi

devrons rester inactifs et regarder le gouvernement jouer son jeu politique avec le NPD tandis que le premier ministre s'amuse pendant que le Canada brûle. Il est difficile de dire qui des deux partis a plus peur de faire face à la réalité, les libéraux ou le NPD. Chose certaine, cependant, ni les libéraux ni les Néo-démocrates n'ont la moindre idée de la manière de régler la crise actuelle de l'énergie. Les uns l'envisagent avec tremblement en sachant peu ou pas comment traiter les problèmes qui se posent réellement. Les autres prêchent le pseudo-socialisme, en sachant qu'ils n'auront jamais à mettre en application leur prédication et en se rendant parfaitement compte qu'ils n'auront jamais à assumer la responsabilité qu'impose la direction d'un gouvernement.

En terminant, monsieur l'Orateur, j'aimerais simplement dire que la situation que j'ai décrite est effectivement mauvaise pour le peuple canadien qui doit la supporter. J'avais pensé que les électeurs canadiens auraient pu avoir l'occasion de s'exprimer eux-mêmes après lundi dernier. Or, quand des partis politiques bradent leurs principes contre des avantages purement partisans, le peuple est alors forcé d'attendre. Mais on ne fait alors que remettre l'inévitable à plus tard, et si le bill dont nous sommes saisis est le meilleur que puissent présenter deux partis pour résoudre un problème humain sérieux, c'est donc qu'ils en sont réduits à râcler les fonds de tiroir. Sortons donc des fonds de tiroirs et appliquons-nous à diriger le pays, et le meilleur moment pour le faire, c'est tout de suite.

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, le bill C-236 est ni plus ni moins que la confirmation des tentations du gouvernement de créer la psychose au sein du peuple, à l'effet qu'il y a pénurie d'énergie. Quand on entend le son de ma voix présentement, on s'aperçoit que cette psychose a certainement créé de l'énergie pour nous faire vivre à la «fraîche» au parlement. Nous avons froid au restaurant, à la Chambre, nous attrapons un rhume, ou une extinction de voix.

Monsieur l'Orateur, la psychose créée au sein de la population produit des effets. A travers le Canada, nous constatons des réactions qui, il me semble, devraient alerter le Parlement, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) et le gouvernement.

A midi, je parlais d'une nouvelle publiée aujourd'hui dans *La Presse* de Montréal, rapportée par Robert Pouliot, et qui se lit comme il suit:

Le Québec exporte de l'huile malgré la crise.

On dit au Québec qu'il y a une crise. Tout le monde se souvient d'avoir entendu le premier ministre Bourassa dire pendant la campagne électorale qu'il n'y avait aucun danger de pénurie dans la province de Québec, que nous avions des stocks pour 52 jours, et qu'il n'y avait absolument aucun danger de ne pas obtenir les quantités d'huile ou de pétrole dont nous avons besoin. Quatre jours après les élections, le premier ministre Bourassa est venu rencontrer le premier ministre du Canada (M. Trudeau) et quand il est sorti de la résidence du premier ministre, le soir même sur les ondes, il disait: C'est peut-être possible que nous connaissions une pénurie d'énergie, de pétrole.

Monsieur l'Orateur, pour en revenir à la nouvelle publiée aujourd'hui, je continue la citation:

Le Québec exporte de l'huile malgré la crise. Au moment...

[Traduction]

**M. l'Orateur adjoint:** Le député invoque-t-il le Règlement?

[M. Beattie (Hamilton Mountain).]

**M. Roy (Laval):** Oui, pour tirer une chose au clair, si vous me le permettez.

[Français]

A mon avis, l'article auquel l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette) se réfère se rapporte uniquement à l'exportation de l'huile lourde et non pas de l'huile à chauffe. Cela est différent. Il s'agit d'une clarification extrêmement importante dans le débat actuel. La situation est telle que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a exposée durant la période des questions orales cet après-midi.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Si le député veut avoir la patience d'écouter toute la nouvelle, il va constater que c'est exactement cela que je veux dire. Je continue la lecture de l'article pour la gouverne du député qui vient de se lever de son siège:

Au moment où le Québec est menacé d'une pénurie de pétrole cet hiver avec l'intensification de l'embargo arabe, quelques raffineurs de la province, dont Golden Eagle, à Saint-Romuald, continuent d'exporter de fortes quantités d'huile de chauffage industrielle... aux États-Unis.

Je ne sais pas si le député appelle cela de l'huile lourde, mais je sais que c'est de l'huile à chauffe industrielle.

**M. Roy (Laval):** De l'huile lourde.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Oui, oui, je vais continuer mes remarques et le député va comprendre. Cette huile, on peut la raffiner davantage et obtenir de l'huile à chauffe ordinaire. Voilà pour la gouverne du député. S'il ne le sait pas, je vais l'amener à la Golden Eagle Canada Limited pour qu'il constate que cela se fait.

Du 15 octobre au 26 novembre dernier, le Québec s'est classé au premier rang...

... pas au deuxième ni au troisième...

... au premier rang des provinces exportatrices de produits raffinés sur le marché américain avec des expéditions de 2.5 millions de barils, ou l'équivalent de 87.5 millions de gallons.

Il s'agit là de produits raffinés.

Après qu'Ottawa eut décrété le contingentement des exportations d'huiles industrielles,...

... pas de l'huile à chauffe, mais de l'huile industrielle,

... le 15 octobre dernier, le Québec a fourni jusqu'au 31 octobre près de la moitié des exportations canadiennes aux États-Unis.

J'ai lu: la moitié en provenance de Québec. Je ne sais pas si le député comprend.

Au cours des prochaines semaines, ces exportations de pétrole raffiné devraient toutefois baisser, non pas pour mieux servir les besoins québécois en «bunker fuel» à basse teneur en soufre, mais pour ravitailler la Colombie-Britannique via le canal Panama.

Je prie les députés de remarquer que la nouvelle n'émane pas du bureau du député qui m'a interrompu tantôt, mais directement des fonctionnaires de l'Énergie à Ottawa.

Le gouvernement fédéral se prépare en effet à convaincre les raffineurs de l'Est canadien de venir en aide à la Colombie-Britannique qui souffrira cet hiver d'une sérieuse pénurie d'huiles industrielles. Au cours des prochaines semaines, la Commission nationale de l'énergie devra distribuer moins de permis d'exportations aux États-Unis pour détourner le «bunker» vers la côte du Pacifique.

On peut maintenant constater la logique de la «patente» en question. Je poursuis la citation:

Traditionnellement, la Colombie-Britannique obtenait deux tiers de ses besoins en «bunker fuel» des raffineries de l'État de Washington mais, suite à l'embargo arabe et aux pressions du marché américain, une partie importante de cet approvisionnement est disparue. La province du Pacifique devra recourir aux raffineries